



Distr.
LIMITEE
T/L.1075
16 juin 1964
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

Trente et unième session
Point 4 a) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINÉE

Amendements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques
au rapport du Comité de rédaction (T/L.1074)

1. Après le titre "Progrès politique", ajouter un paragraphe 1 ainsi conçu :

"Le Conseil estime que, dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée, l'Autorité administrante doit fonder son action sur les dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], et en particulier sur le paragraphe 5 de la Déclaration, qui est ainsi conçu : 'Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes'."

2. Dans la première phrase du paragraphe 1 actuel, supprimer les mots "avec approbation" et "conformément aux recommandations qu'il a faites précédemment à l'Autorité administrante".

3. Au début du paragraphe 2 actuel, ajouter la phrase suivante :

"Le Conseil note que, malgré les assurances données par les représentants de l'Autorité administrante à la trentième session du Conseil de tutelle selon lesquelles la Chambre d'assemblée 'aura pleins pouvoirs pour légiférer à l'égard

du Territoire sous tutelle', les pouvoirs de la Chambre d'assemblée sont encore extrêmement limités et que l'Autorité administrante détient encore tous pouvoirs législatifs et exécutifs."

4. Dans la première phrase du paragraphe 2 actuel, remplacer le membre de phrase "la création de cet organe marque un progrès important dans l'évolution politique des populations du Territoire" par le texte suivant :

"tous pouvoirs dans le Territoire doivent être transférés d'urgence à la Chambre d'assemblée conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale."

5. Au paragraphe 2 actuel, remplacer la fin de la deuxième phrase, après les mots "commissions parlementaires", par les mots "en vue de l'élaboration des lois qui régiront la vie dans le Territoire".

6. Au début du paragraphe 5 actuel, ajouter la phrase suivante :

"Le Conseil constate que les conseils administratifs locaux ne sont pas investis de tous les pouvoirs nécessaires et que, notamment, toute décision de ces conseils doit être approuvée par les représentants locaux de l'Autorité administrante."

7. Dans la première phrase du paragraphe 6 actuel, remplacer les mots "félicite l'Autorité administrante pour le succès qui a marqué" par les mots "note que l'Autorité administrante a assuré".

8. Au début du paragraphe 7 actuel, ajouter la phrase suivante :

"Le Conseil constate que tous les postes supérieurs de l'administration sont occupés par des Australiens."

9. Dans la deuxième phrase du paragraphe 7 actuel, supprimer les mots "aussi rapidement qu'il est possible de le faire dans la pratique" et "tout en reconnaissant les difficultés que pose le recrutement".

10. Au début du paragraphe 8 actuel, ajouter le texte suivant :

"Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de prendre immédiatement des mesures pour créer dans le Territoire une économie diversifiée, une attention particulière devant être accordée au développement des industries de transformation. Dans le domaine de l'agriculture, l'Autorité administrante doit reviser sa politique qui consiste à ne développer que les cultures qui ne font pas concurrence à celles de l'Australie."

11. Au début du paragraphe 15 actuel, ajouter la phrase suivante :

"Le Conseil constate que jusqu'ici aucun habitant du Papua et de la Nouvelle-Guinée n'a une formation universitaire."

12. A la fin du paragraphe 15 actuel, ajouter la phrase suivante :

"Le Conseil note avec regret que l'Autorité administrante maintient une attitude négative au sujet de l'utilisation par les habitants du Papua et de la Nouvelle-Guinée des possibilités de faire des études supérieures dans le cadre du programme de bourses de l'ONU à l'intention des habitants des territoires sous tutelle."

13. Remplacer le texte du paragraphe 16 actuel par le texte suivant :

"Le Conseil recommande instamment à l'Autorité administrante de fixer de concert avec la Chambre d'assemblée, en s'inspirant de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, un délai pour l'exercice par le peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance."
